

Les petits pas de la Grande Région

Michel Wurth invité de la communauté d'agglomération Portes de France-Thionville

Le président de la Chambre de commerce a présenté sa vision à un parterre de décideurs lorrains.

FABRICE BARBIAN

Certes, il pourrait être intéressant de savoir s'ils seraient nombreux à suivre Jean-Claude Juncker si ce dernier lançait un appel à la mobilisation de tous les volontaires désireux de favoriser la construction de la Grande Région.

Utile aussi de se poser la question de savoir si le territoire de la Grande Région est pertinent et s'il ne faudrait pas imaginer une «Petite Région» rassemblant les espaces véritablement concernés par la réalité transfrontalière. Ou encore de s'interroger sur les conséquences du refroidissement des relations entre les dirigeants français et luxembourgeois...

De tout cela il a été question à l'occasion du récent «petit déjeuner de l'agglomération» consacré à l'avenir de la Grande Région - un rendez-vous économique organisé par la communauté d'agglomération Portes de France-Thionville -, auquel participait Michel Wurth, en tant que président de la Chambre de commerce Luxembourg.

Mais s'il est un message que ce dernier a tenu à faire passer, c'est que, plutôt que de se poser des questions qui ne font que soulever d'autres interrogations, mieux vaut faire preuve de pragmatisme et avancer à coups d'initiatives.

«La Grande Région offre un potentiel énorme que l'on n'a pas su exploiter jusqu'à présent. On peut consacrer des

thèses à cet échec pour tenter de le comprendre ou faire preuve d'initiatives communes pour aller de l'avant, par petites touches.

Le TGV confirme qu'il est possible de s'entendre», a souligné Michel Wurth, «comme la création de l'éco-cité liée à Esch-Belval, ce qui sera la première ville transfrontalière et va mettre en valeur le potentiel d'innovation de nos territoires».

L'innovation, qui, pour sortir de la crise, est l'une des

conditions du succès de demain, au même titre que l'esprit d'entreprendre, la compétitivité des entreprises ou bien encore la nécessité de «remettre de l'ordre dans les finances publiques afin de conserver des capacités d'investissement», a également indiqué le président de la Chambre.

«Investir pour développer les infrastructures, notamment dans le domaine de l'accessibilité, qui est un enjeu majeur» a souligné Patrick Weiten, le

maire de Yutz et président de la communauté d'agglomération Portes de France-Thionville, non sans préciser que «c'est au Nord, là où sont ceux pour qui le transfrontalier est une réalité quotidienne», qu'il convient d'investir pour fluidifier le trafic routier.

Réaffirmer la cohésion de la Grande Région passe aussi par le développement du bilinguisme français-allemand, l'essor des déplacements des populations au-delà des frontières pour consommer,

l'émergence d'un marché de 11 millions d'habitants véritablement accessible aux entreprises (les démarches administratives comme les différentes normes en découragent plus d'un), par un renforcement des relations entre les décideurs politiques et économiques locaux à l'image de celles qu'entretiennent les universités des quatre pays, par exemple.

La présence de Michel Wurth à Thionville, comme la venue, l'an dernier, de Jeannot Krecké à Yutz, ou la conférence animée par Roger Cayzelle, le président du conseil économique et social de Lorraine, fin 2009 à Luxembourg, confirment que les échanges vont effectivement s'intensifier.

DU PROGRÈS

La récente création, à Metz, du Cercle Robert Schuman, fédérant des décideurs désireux, entre autres, de promouvoir la Lorraine transfrontalière, le confirme.

«La nomination, au Luxembourg, d'un ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, en la personne de Jean-Marie Halsdorf, est également un signe fort de la part du Grand-Duché», souligne régulièrement Roger Cayzelle, qui a également rappelé que la Lorraine prendrait, début 2011, la présidence de la Grande Région, et cela pour une durée de vingt-quatre mois contre dix-huit actuellement.

«Et j'espère qu'elle saura en faire bon usage, même si c'est toujours sous présidence luxembourgeoise que les choses avancent. Il faut absolument que l'on collabore davantage», insiste le président du CES. «Nous n'avons d'ailleurs pas vraiment le choix. Il n'y a pas de plan B!» Raison de plus pour agir.



Photo: Pierre Matgé

Michel Wurth: «La Grande Région offre un potentiel énorme que l'on n'a pas su exploiter jusqu'à présent»